

Retraites : divergences et unité à gauche

vendredi 24 septembre 2010, par [GROND Pierre-François](#) (Date de rédaction antérieure : 22 septembre 2010).

L'ampleur de la grève et des manifestations le 7 septembre contre le projet de loi sur les retraites indique la possibilité de faire subir au gouvernement une défaite. Le pouvoir sarkoziste multiplie les provocations, créant une crise aux multiples facettes. C'est pourquoi l'unité de l'ensemble des forces de la gauche sociale, démocratique et politique pour relever le défi provoqué par le pouvoir est impérative. Pour réussir un 23 septembre encore plus massif que le 7, pour généraliser la grève après le 23. Mais également pour combattre la dérive xénophobe de ce gouvernement.

C'est le sens de l'engagement du NPA dans toutes les initiatives unitaires et politiques permettant de regrouper nos forces. Bien que nous aurions souhaité une journée de grèves et de manifestation plus proche du 7 septembre, nous sommes des militants résolus à faire de la réussite du 23 septembre un tremplin vers une véritable épreuve de force sociale assumée. Mais cela n'implique pas que nous soyons agnostiques dans les débats qui divisent le mouvement syndical et la gauche politique.

Le retrait du projet de loi est une question décisive sur laquelle l'intersyndicale n'est jamais parvenue à s'entendre. C'est pourtant l'ensemble de la logique régressive du projet qu'il faut combattre et non pas se situer dans une logique d'amendements. Une chose est de considérer que le mouvement social et les partis doivent proposer des alternatives mais au nom de quoi cela s'oppose à un rejet complet de la contre-réforme en cours ? Cela ne peut être compris que comme une faiblesse du mouvement face à un pouvoir déterminé.

Se battre pour retirer ce projet, c'est considérer la question des retraites comme une question de répartition des richesses et pas comme une question démographique et donc s'opposer à toute remise en cause de la retraite à 60 ans. Directement : le passage à 62 et 67 ans, indirectement comme le propose le PS en défendant l'augmentation du nombre d'annuités à 41, 5 ce qui, de fait, ruine l'idée de défendre la retraite à 60 ans. Ne dira-t-on jamais assez le coût pour les salariés du refus du gouvernement Jospin d'abroger la loi Balladur de 1993 ? Les 17 % (!) du PIB consacré au profit et accaparés par une minorité peuvent être amputés pour financer les retraites.

Enfin, dans un autre registre, nous sommes surpris par l'insistance de Jean-Luc Mélenchon de défendre la perspective immédiate d'un référendum. La proposition apparaît pour le moins décalée, extérieure au mouvement, en pleine dynamique de mobilisation, tandis que certains secteurs réfléchissent à une grève reconductible. Quand chacunE comprend que le rapport de forces est à construire dans la rue... on donne une perspective institutionnelle alors que l'épreuve de force sociale est encore devant nous ! Il faut combattre tous les jours cette idée que, finalement en 2012, dans les urnes, on aurait la peau de cette réforme de retraite alors que c'est maintenant que tout se joue.

Voilà l'enjeu : une exigence d'unité, mille fois oui, mais en même temps, la nécessité de développer des perspectives anticapitalistes indépendantes.

Pierre-François Grond

P.-S.

* Paru dans Hebdo TEAN 70 (23/09/10).